



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le vendredi 3 juin 1977

Vol. 19 — No 48

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Motions non annoncées	
Motion de changement de membres de commission (M. Burns).....	1287
Vote sur la motion.....	1287
Motion de changement de membres de commission (M. Lavoie).....	1287
Projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 9 — Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	
Première lecture.....	1287
Dépôt de document	
Livres blancs sur une politique à l'égard des personnes handicapées.....	1288
Questions des députés	
Négociations sur l'avenir du Québec et du Canada.....	1288
Dossier Consolidated-Bathurst au Cap-de-la-Madeleine.....	1289
Projets d'habitation dans l'Est du Québec.....	1290
Juge en chef de la Cour des sessions de la paix à Montréal.....	1292
Taxe sur les vêtements d'enfants.....	1293
Épuration des eaux du bassin de la Yamaska.....	1293
Travaux parlementaires	
Travaux de construction à l'édifice A.....	1295
Tenue vestimentaire des députés.....	1295
Étude du projet de loi sur les handicapés.....	1296
Télédiffusion des débats.....	1296
Horaire des travaux des commissions parlementaires.....	1297
Ajournerment.....	1298

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

Adresse: Service des Documents Parlementaires

Assemblée nationale

Hôtel du Gouvernement, Québec

G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le vendredi 3 juin 1977

(Dix heures neuf minutes)

M. Richard (président): À l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.
M. le leader du gouvernement.

**Motion de changement
de membres de commission**

M. Burns: M. le Président, je proposerais qu'à la commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, le nom de M. Gérard Godin soit substitué à celui de M. Claude Charron, le nom de M. Pierre-Marc Johnson soit substitué à celui de M. Louis O'Neill et le nom de M. Pierre de Bellefeuille soit substitué à celui de M. Jacques-Yvan Morin.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

M. Lavoie: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

Vote sur la motion

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Burns: M. le Président, avant le vote et avec le consentement de la Chambre, je vous demanderais, s'il vous plaît, de substituer dans la motion au nom de M. Johnson le nom de M. Roland Dussault. C'est le député de Châteauguay.

Le Président: Y a-t-il consentement?

M. Burns: C'est uniquement une question d'ajustement. Je rappelle, M. le Président, que ma motion devrait donc se lire comme ceci: Que le nom de M. Gérard Godin soit substitué à celui de M. Charron, que le nom de M. Roland Dussault soit substitué à celui de M. O'Neill, que le nom de M. Pierre de Bellefeuille soit substitué à celui de M. Jacques-Yvan Morin.

Le Président: Puisqu'il y a consentement...

M. Lavoie: Oui, oui, consentement.

Le Président: ... nous allons maintenant procéder au vote.

Que ceux qui sont en faveur de la motion du leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Cardinal, Bédard, Lau-

rin, Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Lessard, Proulx, Charron, Léger, Tardif, Grégoire, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Fallu, Rancourt, Bertrand, Godin, Johnson, Laplante, de Bellefeuille, Guay, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellet, Brassard, Clair, Lefebvre, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Gagnon, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Marchand, Pagé, Verreault, Biron, Grenier, Goulet, Brochu, Le Moignan, Cordeau, Samson, Roy.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 77 - Contre: 0 — Abstentions: 0

Le Président: Cette motion est adoptée.

**Motion de changement
de membres de commission**

M. Lavoie: J'aurais une motion semblable à la même commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications. Je propose donc que le nom de M. Lalonde soit substitué au nom de M. Goldbloom, et que le nom de M. Saint-Germain soit substitué au nom de M. Marchand, d'une manière permanente également.

Le Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Burns: Adopté.

Le Président: Adopté. Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. Burns: Article 1.

**Projet de loi no 9
Première lecture**

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales propose la première lecture de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées. M. le ministre des Affaires sociales.

M. Lazure: M. le Président, j'ai le plaisir et l'honneur de présenter ce projet de loi no 9 visant à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées. Le chapitre I contient les dispositions relatives à l'interprétation de la loi.

Le chapitre II déclare que toute personne handicapée a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine légalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préfé-

rence fondée sur le fait qu'elle est une personne handicapée. Il énumère aussi certains droits spécifiques à l'égard du handicapé visuel.

Le chapitre III traite de l'Office des personnes handicapées du Québec. La première section pourvoit à sa constitution. La seconde énonce les devoirs et pouvoirs de l'Office et pourvoit à la délivrance par l'Office de certificats de reconnaissance d'organismes de promotion des intérêts des personnes handicapées et de permis d'atelier protégé.

Le chapitre IV expose les mesures relatives à l'intégration professionnelle et sociale de la personne handicapée par l'élaboration et la mise en oeuvre de plans de service, par l'octroi d'une aide matérielle et la conclusion de contrats d'intégration professionnelle. La section IV de ce chapitre prévoit certaines mesures qui devront être respectées par les entreprises pour assurer la présence des personnes handicapées sur le marché du travail.

Enfin, le chapitre V traite de dispositions diverses, le chapitre VI édicte les infractions et peines, et le chapitre VII contient les dispositions transitoires et finales.

Le Président: Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le ministre des Affaires sociales.

DÉPÔT DE DOCUMENT

Livre blanc sur une politique à l'égard des personnes handicapées

M. Lazure: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le livre blanc qui présente une politique à l'égard des personnes handicapées. Ce livre blanc va aussi servir à étoffer les articles qui sont contenus dans le projet de loi qui vient d'être déposé. Nous espérons recevoir les réactions, des groupements intéressés. Nous aurons l'occasion, au cours de l'été, d'envoyer un groupe de travail qui rencontrera, un peu partout au Québec, des groupements de personnes handicapées. C'est avec beaucoup de plaisir que je dépose le livre blanc visant à un meilleur exercice des droits des personnes handicapées.

Le Président: Document déposé.

Période de questions orales.

M. le député de Saint-Laurent.

QUESTIONS DES DÉPUTÉS

Négociations sur l'avenir du Québec et du Canada

M. Forget: Ma question s'adresse au premier ministre. Je me permets de revenir sur cette question des négociations sur l'avenir du Québec et du Canada puisqu'il y a des développements continus et qu'il est important qu'on en comprenne bien le sens. Si nous avons bien compris le sens des interventions des membres du gouvernement, depuis quelques jours, il semble qu'on fasse une distinction entre, d'une part, des négociations sur des sujets particuliers dans le cadre actuel, auxquelles on ne se refuse pas, et des discussions plus générales sur l'ensemble de la situation constitutionnelle. À ce sujet, le ministre des Affaires intergouvernementales a fait ressortir la nécessité, pour le Québec, d'aborder ces discussions dans un cadre différent, un cadre qui ne soit pas le cadre fédéral-provincial habituel.

Dans sa conférence de presse hebdomadaire, le premier ministre fédéral n'a pas fermé la porte — je crois qu'on peut dire qu'il n'a pas fermé la porte — à une approche bilatérale; il n'a pas donné beaucoup de détails sur cette approche, mais malgré tout il n'a pas fermé la porte. Je crois que c'est un signe encourageant qu'un nouveau contexte de discussion pourrait peut-être être envisagé. D'un autre côté, d'autres remarques qu'il a faites tendent à soulever la question de l'existence de prérequis de la part du gouvernement du Québec.

Ma question est donc la suivante, et elle s'adresse, comme je l'ai dit, au premier ministre: Est-ce qu'il existe de tels prérequis, sauf le format de la discussion, la forme de la table, si l'on veut, le fait que ce sera à deux plutôt qu'à onze, quant au sujet des discussions pour ce qui est d'une approche globale sur l'ensemble des problèmes constitutionnels? Ou est-ce que le gouvernement du Québec serait prêt à amorcer une telle discussion sans avoir de prérequis quant à l'ordre du jour?

M. Lévesque (Taillon): Pour répondre brièvement, en ce qui concerne la conférence de presse, telle qu'elle a été rapportée, du premier ministre fédéral, je dois dire que, pour le citer lui-même, approximativement, ses propos ne me paraissent pas outre mesure enthousiasmants, ni très éclairants non plus.

Je pense que M. Trudeau semble avoir compris que quelque débat constitutionnel que ce soit, comme l'a dit le ministre des Affaires intergouvernementales, ces jours derniers, qui reprendrait la formule 1 à 10, quant à nous, cela est exclu; qui reprendrait quoi que ce soit qui ressemble à Victoria ou aux élucubrations de l'an dernier, qui se sont acheminées jusqu'aux lettres du mois de janvier dont on parlait, quant à nous, c'est également non. Toute négociation sur la base du régime actuel qui implique des aménagements, des accommodements, des ententes, Dieu sait qu'on donne la preuve presque à chaque semaine, deux

ou trois fois par semaine, que ce n'est pas exclu. On est dans le régime et on essaie de jouer les règles du jeu.

Pour ce qui est de parler d'un nouveau statut politique pour le Québec, quant à nous, le prérequis c'est qu'on accepte de discuter, comme une hypothèse acceptable au point de vue politique, de la souveraineté adjointe à l'association, telles que les définit l'option du parti qui forme maintenant le gouvernement du Québec, évidemment sans la moindre illusion sur les conséquences tant que la population du Québec n'aura pas eu le loisir de se prononcer par référendum. Si on veut discuter sur la base de notre option politique par rapport au statut du Québec, ce sera sûrement, à ce moment, très éclairant de voir les réactions de part et d'autre, mais je dois dire au député que j'ai des doutes sérieux sur l'acceptation par l'autre ou les autres partis de discussions sur cette base. Ce qui veut dire, en fait, que pour l'instant cela ne sert à rien d'entretenir un dialogue de sourds. Du côté fédéral, quand on parle de négocier un renouveau constitutionnel — j'ai bien lu les propos qu'on prête à M. Trudeau — c'est d'un flou complet. Il n'y a absolument rien sur la table.

De toute façon, sur cette base de rafistolage du régime, nous, on n'est pas intéressés.

D'autre part, notre option, qui prévoit la souveraineté politique et l'association, tant qu'il n'y aura pas eu un référendum, j'ai des doutes sérieux qu'on la discute de l'autre côté. Pour l'instant, je ne vois pas ce que cela donne.

Le Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: J'ai cru remarquer, mais j'aimerais que le premier ministre le confirme ou le nie, qu'il a indiqué qu'il y avait effectivement un prérequis dans la participation du Québec à une telle discussion, à savoir que l'un des sujets discutés soit l'hypothèse de la souveraineté-association. Est-ce bien clair que ce n'est que l'un des sujets et qu'il n'aurait pas d'objection à discuter d'autres possibilités sur un pied d'égalité?

M. Lévesque (Taillon): Ce n'est pas un des sujets à discuter; quant à nous, c'est le sujet à discuter.

M. Burns: C'est cela.

Le Président: M. le député de Portneuf.

Dossier Consolidated-Bathurst au Cap-de-la-Madeleine

M. Pagé: Merci, M. le Président. À la fin de la période des questions, hier, j'ai été privé de poser une question additionnelle au premier ministre sur le sujet de l'intervention du gouvernement du Québec dans le dossier de la Consolidated-Bathurst, division de la Wayagamack, au Cap-de-la-Madeleine. J'espère que le premier ministre est plus calme et plus serein qu'hier après-midi.

M. Lévesque (Taillon): Oui, c'est vrai.

M. Pagé: Est-ce que le premier ministre, dans la référence qu'il faisait à l'ancien gouvernement, à la fin de la réponse qu'il m'a donnée hier, voulait indiquer par là que le nouveau gouvernement entendait se prévaloir, se servir d'expériences heureuses et concrètes qui ont eu lieu dans le passé, dans des cas, par exemple, comme Cabano, comme l'Abitibi, les scieries Taschereau, l'expérience de Samoco, l'expérience de Tembec, pour adopter une position en tant que gouvernement dans sa recherche de régler le cas de la Wayagamack, division du Cap-de-la-Madeleine?

M. Lévesque (Taillon): Comme le député, cette fois-ci, pose plutôt une question d'information et fait un peu moins de propagande, je vais prendre le même ton pour lui dire ceci: Toutes les expériences utiles qui ont pu être faites dans le passé peuvent servir, jusqu'à un certain point, d'inspiration, mais pas nécessairement de modèle parce qu'on ne peut pas singer, d'un endroit à l'autre ou d'un secteur à l'autre, des expériences déjà faites.

Donc, parmi les réflexions qu'on essaie de faire le plus vite possible, dans les délais qui restent, pour voir ce qu'on peut faire du côté de Wayagamack, comme également du côté d'East Angus, toutes ces expériences peuvent servir à la réflexion et peut-être inspirer des solutions.

Ce que je voulais dire, hier, essentiellement, c'était ceci: Je vais citer quelqu'un qui a été sous-ministre de l'Industrie et du Commerce pendant, je pense, quatre ans, qui n'a rien de politique ni de partisan, et qui disait, à un moment donné, il n'y a pas très longtemps: Une stratégie quelconque de développement économique, surtout industriel, le Québec n'en a pas, n'en a jamais eu. Il faut admettre qu'aujourd'hui, malheureusement, on en ramasse les résultats dans tous les coins, en particulier dans le vieillissement invraisemblable de certaines industries, dans le domaine, par exemple, des pâtes et papiers qui, dans certains cas, sont l'épine dorsale exclusive, au point de vue industriel, de villes ou de régions entières. Alors, maintenant on est pris avec cela et il s'agit de voir s'il y a moyen de corriger ce qui, souvent, représente un non-réinvestissement et un vieillissement de 20, 30 ans et même davantage.

M. Pagé: Une question additionnelle, M. le Président. Je suis heureux de constater que le premier ministre accepte de s'en référer à des expériences de l'ancien gouvernement. Ma question est celle-ci: Même si le premier ministre considère que parler de 14,4% de chômage dans la région de Trois-Rivières, plus de 25 000 chômeurs actuellement, sans compter ceux qui pourraient le devenir éventuellement si la Wayagamack ferme ses portes, si le premier ministre pense que c'est de la propagande de notre part, je lui dirai que cela n'en est pas. Alors, je lui demanderai concrètement: Est-ce que les interventions du gouvernement ac-

tuellement, dans ce dossier spécifique et particulier, visent à prolonger ou à donner un délai de plus pour la fermeture de l'usine ou encore si les interventions du gouvernement visent à assurer le fonctionnement permanent de l'entreprise?

M. Lévesque (Taillon): Les interventions du gouvernement visent, autant qu'il est humainement possible, à sauver, de quelque façon que ce soit, les emplois des travailleurs qui sont impliqués, et cela n'exclut aucun des recours dont vient de parler le député puis même quelques autres dont il n'a pas parlé.

M. Pagé: Dernière question, M. le Président, dans sa volonté de sauver les emplois permanents, est-ce que le gouvernement, toujours dans le cas de la Consol là-bas, s'en réfère comme point d'appui, à la commission parlementaire qui aura à siéger au mois d'août prochain ou s'il y a d'autres moyens particuliers que le gouvernement entend mettre de l'avant d'ici le mois d'août prochain, d'ici le mois de septembre, date qui a été énoncée comme pouvant être celle de la fermeture de l'usine? Qu'est-ce que, concrètement, vous entendez faire d'ici quelques semaines?

M. Lévesque (Taillon): Je pense qu'en ce qui concerne l'ensemble du domaine de l'industrie des pâtes et papiers, en particulier, il y a, évidemment, là-dedans, des points chauds, comme ces vieilles usines dont le déclin s'accroît depuis des années puis dont les fermetures interviennent.

Il est évident que l'on compte beaucoup sur ces deux plans, le plan général comme possiblement le plan particulier des usines affectées. On compte beaucoup sur le rendement possible de la commission parlementaire comme une sorte de forum démocratique pour étudier la situation et les solutions possibles. Entre-temps, il est évident qu'on n'attend pas au mois d'août pour travailler là-dessus. D'ici quelques jours il se peut que certaines nouvelles, du moins transitoires, puissent rassurer temporairement le député ainsi que les travailleurs impliqués, mais ce n'est pas à moi de les annoncer.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Question additionnelle au premier ministre. Je suis d'accord avec le premier ministre qu'on a manqué dans le passé de stratégie industrielle, spécialement dans le domaine des pâtes et papiers et du bois de sciage. J'ai vu aussi dernièrement que l'usine de Cabano a peut-être hâté la fermeture de celle d'East Angus. Est-ce que le gouvernement est au courant de cela et va présenter quelque chose à la fois dans le domaine du bois de sciage ou des pâtes et papiers, comme on l'a mentionné tout à l'heure, pour qu'on puisse discuter rapidement de cette planification industrielle?

M. Lévesque (Taillon): À ce point de vue, s'il s'agit de cas comportant une étude statistique et une étude des interactions sur le marché, je préfé-

rais, s'il y en a une, laisser la réponse à mon collègue soit le ministre des Terres et Forêts soit le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: Sur le point que soulève le leader de l'Union Nationale, M. le Président, je crois qu'il n'y a pas de relation entre la situation à East Angus et à Cabano. Nous allons émettre un communiqué de presse lundi pour bien établir que les investissements qui se sont produits à Cabano n'ont pas causé de préjudice économique à la compagnie Domtar.

Le Président: M. le député de Gaspé.

Projets d'habitation dans l'Est du Québec

M. Le Moignan: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires municipales. Le ministre a-t-il reçu ou pris connaissance de la résolution de la Conférence des maires de l'Est du Québec dans laquelle elle exige une réponse aux demandes des municipalités pour l'obtention de subventions nécessaires à la réalisation de projets d'habitation dans cette région du Québec? Si oui, quelles mesures entend-il prendre afin que les retards apportés par le gouvernement dans la réalisation de ces projets soient dorénavant éliminés?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: M. le Président, j'ai en effet reçu de la COMEQ, la Conférence des maires de l'Est du Québec, un mémoire. Je suis allé clore leur réunion il y a deux semaines à Matane, où l'on m'a fait un certain nombre de demandes sur le plan de l'habitation. Or, j'ai présentement le plaisir d'annoncer la mise sur pied d'un programme québécois de coopérative d'habitation locative non seulement pour les municipalités de l'Est du Québec, mais pour l'ensemble du Québec, en plus d'accélérer le processus de production des programmes déjà approuvés par l'ancien gouvernement.

J'ai déjà eu l'occasion de dire que la programmation 1975 a maintenant débuté mais, ajoutée à celle de 1976/77, elle représente 9500 unités de logement. Comme il prend en moyenne trois ans pour produire ces logements nous avons exploré une autre avenue.

Il s'agit de celle de la préfabrication, puisqu'un certain nombre d'usines, qui ont investi et ont même payé leur installation à l'occasion des Jeux Olympiques, sont prêtes à se recycler vers la fabrication de maisons qu'on nous garantit livrables, clé dans la porte, dans huit mois à partir du moment où le site est choisi, désigné, et trouvé conforme.

Cette industrie de la préfabrication nous assure être en mesure de produire environ 2000 unités de logement dans cet espace de temps, et non pas sur une période de trois ans comme les méthodes traditionnelles. Présentement, nous étudions la possibilité de nous porter acquéreur de l'ensemble de la production de cette industrie de

la préfabrication de façon à accélérer le processus. Est-ce qu'il y en aura pour l'Est du Québec? C'est une autre question puisqu'il y a des périmètres de livraison. Là, il se pourrait qu'on utilise plus la méthode traditionnelle, c'est-à-dire la construction artisanale. Actuellement, c'est sur plusieurs fronts qu'on s'attaque au problème de la construction.

M. Le Moignan: Question supplémentaire, M. le Président.

Le Président: Le député de Gaspé.

M. Le Moignan: Le ministre est-il d'accord avec le président de la conférence municipale, M. Rosaire Ouellet, voulant que la maîtrise d'oeuvre de ces projets reviennent aux municipalités afin que les programmes tiennent compte du milieu et de l'environnement?

M. Tardif: M. le Président, le problème de la maîtrise d'oeuvre a été posé par suite d'une action du gouvernement fédéral en 1974, qui voulait transiger directement avec les municipalités. L'ancien gouvernement ayant décidé à juste titre qu'il ne saurait laisser le ministère des Affaires urbaines et la Société centrale s'immiscer dans ce domaine éminemment de juridiction provinciale, il a donc décidé que la Société d'habitation serait le maître d'oeuvre.

Nous sommes présentement face à cette situation où il y a un seul organisme municipal qui est mandataire de la Société d'habitation. C'est l'Office municipal d'habitation de Montréal. Est-ce qu'il serait souhaitable de faire en sorte que les autres offices municipaux soient mandataires de plein droit de la Société d'habitation pour fins de réalisation des programmes? Il est trop tôt pour donner une réponse en ce sens. Je dois entamer incessamment des négociations avec mon homologue fédéral sur l'ensemble des programmes de la Société centrale d'hypothèques et de logement. La question du retour ante 1974 ou du maintien est présentement en discussion avec mon collègue des Affaires intergouvernementales.

Le Président: M. le député de Drummond.

M. Clair: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse...

M. Biron: Question additionnelle.

Le Président: Question additionnelle de M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: J'ai une question additionnelle à poser au ministre des Affaires municipales. Je suis heureux de voir que finalement la construction d'habitations va démarrer, surtout que vous escomptez produire 2000 unités de logement au cours des neuf prochains mois. Il y a un mois à peu près vous nous avez dit que le ministère des Affaires municipales ou la Société d'habitation voulaient avoir des plans de modules uniques afin

d'économiser sur les frais d'architectes et d'ingénieurs. Est-ce que, dans votre programme, vous continuez selon la philosophie que vous avez fait connaître, il y a déjà un mois, à savoir que les plans seront produits par la Société d'habitation du Québec sans avoir recours aux sociétés d'architectes ou d'ingénieurs, comme cela se faisait conventionnellement?

M. Tardif: M. le Président, j'ai dit tantôt que c'était sur plusieurs fronts à la fois que nous attaquons le problème de l'habitation.

L'un d'eux est effectivement ce qu'on appelle la répétition de plans que j'ai qualifiés lorsqu'on m'a posé la question de moins citrons que les autres, c'est-à-dire que, parmi les choses qu'on a réalisées, il doit y avoir des plans fort convenables qui pourraient être répétés ailleurs. Or, effectivement, nous en avons dénombré une dizaine qui, de l'avis des architectes, des usagers et des offices municipaux d'habitation, semblent avoir soulevé moins de griefs et de plaintes qu'ailleurs. Nous avons donc regardé, par exemple, un type de 20 unités de logement pour personnes âgées. L'ensemble de la programmation 1975, 1976, 1977 prévoyait 55 municipalités au Québec où l'ancien gouvernement avait cru devoir autoriser la construction de 20 unités de logement pour personnes âgées.

Maintenant, il s'agit de voir dans quelles mesures nous pourrions répéter un, deux ou trois types de plans de 20 unités de logement dans un ensemble de municipalités. Cela est à l'étude présentement.

La deuxième chose, c'est la confection de plans maisons par les quelque 25 architectes et 10 ingénieurs de la maison. Cela aussi est en train de se faire; les architectes sont en train de préparer cela.

La quatrième façon de procéder, après la préfabrication et celles mentionnées tantôt, c'est l'achat par la Société d'habitation du Québec d'unités de logement déjà construites. Je prends l'exemple du projet Edgar-Saint-Yves, à Trois-Rivières, où un programme de la Société d'habitation pour 80 unités de logement d'une pièce et demie nous revenait à \$36 100 par unité de logement. Le Conseil du trésor, avec l'appui du ministre des Affaires municipales, a dit: C'est de la folie furieuse et nous allons annuler ce projet. À la place, il y avait là un projet de 136 logements bâtis par un entrepreneur privé, variant d'une pièce et demie à cinq pièces et demie, que nous avons pu acheter au coût moyen de \$26 000 par unité de logement, soit \$10 000 de moins. Alors, nous avons mis une croix sur le projet Edgar-Saint-Yves et nous avons acheté 136 logements en plein cœur de Trois-Rivières non seulement pour personnes âgées, mais pour un ensemble de couples ou de ménages.

M. Biron: Une très courte question additionnelle. La surveillance des travaux se faisait autrefois par les architectes et les ingénieurs. À présent, la surveillance des travaux va-t-elle se faire par des officiers de la Société d'habitation ou si

vous allez quand même engager des architectes et des ingénieurs pour surveiller la qualité des travaux?

M. Tardif: M. le Président, en vertu des contrats de louage de services avec les architectes et les ingénieurs, ceux-ci, en vertu de l'arrêté en conseil 1273, je crois, lorsque des projets sont répétés et dont une partie des honoraires leur devient redevable, continuent néanmoins d'assumer la surveillance des travaux. Dans les cas de répétition, il y a un arrêté en conseil qui régit cela. Nous allons donc nous en tenir à cela ce qui n'empêche pas que nous devrions négocier, je pense, lorsque nous allons reproduire en un grand nombre d'exemplaires des plans déjà réalisés. La surveillance des travaux, évidemment, devant s'effectuer chaque fois, il y a des honoraires, c'est normal.

Est-ce qu'on procédera par contrats de gérance à l'extérieur? Est-ce qu'on procédera par le biais des offices municipaux ou par le personnel maison, encore une fois personnel professionnel? Je pense que c'est à la fois sur tous les plans qu'il faut vraiment innover et faire avancer plutôt cette machine. Évidemment, M. le Président, jusqu'à maintenant, j'ai tenté de jouer, en plus du rôle de ministre des Affaires municipales, celui de président de la Société d'habitation. Les nominations qui ont été faites hier, avec M. Jean-Marie Couture à la présidence de la Société d'habitation, ex-président de la Fiducie du Québec, et M. Serge Careau, directeur de l'École d'architecture de l'Université de Montréal à titre de vice-président, je l'espère, vont accentuer cette espèce de dynamisme qu'on veut implanter à cette Société d'habitation.

M. Clair: M. le Président...

Le Président: Mme le député de L'Acadie, question additionnelle.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je voudrais dire au ministre des Affaires municipales que, même si son idée de répétitions de plans part, fort probablement, d'un souci d'efficacité et d'économie, ne craint-il pas, quand on répètera, à l'intérieur de plusieurs localités, un même modèle d'architecture ou un même modèle de plan pour des groupes de citoyens particuliers — et vous avez mentionné les personnes âgées, entre autres — au lieu de faire un effort pour intégrer ces groupes de citoyens, comme c'est présentement la tendance, je l'espère, à l'ensemble d'une communauté, ne craint-il pas qu'ils soient étiquetés, au départ, en les regroupant dans des domiciles qui soient tous de même modèle à travers les différentes municipalités?

M. Tardif: Je suis très sensible au souci du député de L'Acadie et je pense que c'est tout à fait contraire à l'idée du gouvernement et du ministre des Affaires municipales de créer des ghettos. Le fait qu'on ait reproduit, dans un domaine qui était celui du député de L'Acadie, celui de l'éducation, qu'on ait répété un certain nombre de plans parti-

culièrement bien conçus dans plus d'un endroit au Québec, sur le plan des institutions scolaires, n'a pas eu cet effet stigmatisant que l'on évoque. Je suis bien d'accord que dans le secteur de l'habitation en particulier, ce point est peut-être plus névralgique encore. Mais un autre programme, par exemple, celui du supplément de loyer qui vient s'ajouter, qui sera négocié avec Ottawa, va permettre d'aller, dans des projets domiciliaires existants, louer un pourcentage de logements, 10%, 15%, 20%, jusqu'à 25%, prévoient les programmes, pour des personnes âgées ou des assistés sociaux.

Sur ce plan, je pense que la multiplicité des formules envisagées avec le supplément de loyer, les programmes de rénovation, de reconstruction, le programme de préfabrication, celui de la répétition de certains plans à certains endroits, il n'est pas nécessaire quand même que les matériaux extérieurs soient identiques partout, je pense qu'il est possible de rationaliser, au lieu, encore une fois, d'une part, de payer, comme c'était le cas l'an dernier, \$7 millions d'honoraires professionnels à des architectes et ingénieurs à l'extérieur de la boîte, alors qu'au même moment on a 25 architectes et 15 ingénieurs chez nous au ministère.

Mme Lavoie-Roux: Je pense que la comparaison que le ministre des Affaires municipales fait avec les écoles ne s'applique pas ici.

Le Président: M. le député de Drummond.

Juge en chef de la Cour des sessions de la paix à Montréal

M. Clair: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de la Justice. Le journal La Presse titre ce matin: En attendant la fin d'une enquête de la Sûreté du Québec à son sujet, le juge en chef Fabien, de la Cour des sessions de la paix à Montréal, se retire temporairement de son poste. J'aimerais savoir du ministre de la Justice, premièrement, si cela est exact. Deuxièmement, sans avoir l'air friand de détails sur un sujet aussi délicat, j'aimerais savoir du ministre s'il peut nous faire un peu d'éclairage sur cette situation pour le moins obscure pour l'instant.

M. Bédard: M. le Président, ce qui est rapporté dans la Presse au niveau du titre, disant que le juge Fabien nous ait indiqué son intention de cesser d'exercer temporairement ses fonctions de juge en chef, est exact. Certaines allégations, certaines dépositions ont été faites et portées à la connaissance du ministre de la Justice. Il y avait lieu d'éclaircir ces données qui ont été portées à notre connaissance. Il y avait lieu de faire enquête, comme dans le cas de tout autre citoyen, et ceci ne doit pas être interprété d'une façon préjudiciable à l'endroit de la personne concernée. J'ai rencontré, la semaine passée, le juge en chef Fabien, à Montréal. J'ai reçu, hier, une lettre m'indiquant son intention de s'abstenir d'exercer ses fonctions, pendant la période de l'enquête et ce, en fonction des intérêts supérieurs de la justice.

Étant donné que l'enquête a présentement lieu, je crois que je m'abstiendrai de faire d'autres commentaires que ceux que j'exprimerai ici en Chambre.

M. Clair: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Drummond.

M. Clair: Pendant la durée de l'enquête, qui assumera les fonctions de juge en chef par intérim?

M. Bédard: La continuité de l'administration de la justice sera assumée par le juge Rousseau, à la demande du juge en chef Fabien.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

Taxe sur les vêtements d'enfants

M. Samson: M. le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances, relativement à la taxe nouvelle sur les vêtements d'enfants. Je voudrais demander au ministre des Finances s'il a été pris en considération, avant de décider de cette taxe, le fait que pour le cas des assistés sociaux — qui auront, comme tout le monde, à payer cette taxe, même s'il y a retour de 27% via les allocations familiales — dans leur cas propre, il est toujours tenu compte des allocations familiales pour la fixation du barème de l'aide sociale.

M. Parizeau: M. le Président, comme le député de Rouyn-Noranda pourra s'en rendre compte en consultant les notes supplémentaires au budget, c'est justement pour les revenus les plus faibles que la nouvelle formule est de loin la plus avantageuse. Il est clair que, même compte tenu de l'ajustement dont le député parle, la formule, pour ces petits revenus et singulièrement pour les familles nombreuses, présente des avantages très nets.

M. Samson: J'aurais une question supplémentaire. Le ministre pourrait-il nous dire s'il a reçu l'assurance du ministère des Affaires sociales que les augmentations ou les ajustements de barème, qui sont à venir et qui sont promis depuis longtemps, ne seront pas affectés dans la proportion de l'augmentation des allocations familiales qui sera prévue par le nouveau système? Dans le passé, l'expérience nous a prouvé qu'à chaque fois qu'il y a eu augmentations, ces augmentations n'ont pas augmenté le pouvoir d'achat des assistés sociaux comparativement aux autres travailleurs qui recevaient, eux, une augmentation des allocations familiales, mais qui recevaient également une augmentation des salaires relativement à l'augmentation du coût de la vie.

M. Parizeau: Je consulterai mon collègue des Affaires sociales de façon que cette possibilité

qu'évoque le député de Rouyn-Noranda ne présente aucune espèce d'inconvénient pour les assistés sociaux. La consultation sera faite pour les changements à l'avenir.

Le Président: M. le député de D'Arcy-McGee.

Épuration des eaux du bassin de la Yamaska

M. Goldbloom: Ma question s'adresse au ministre des Affaires municipales. Son collègue de l'environnement, il y a quelques jours, a annoncé que de l'aide sera fournie aux municipalités du bassin de la rivière Yamaska de façon à limiter à 10% du coût de l'épuration des eaux usées la part des municipalités.

Ma question est simple et précise: S'agit-il d'une considération particulière à l'endroit des municipalités du bassin de la Yamaska ou s'agit-il d'une politique générale du gouvernement qui réduit à 10% la part des municipalités partout sur notre territoire?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: En vertu des programmes existants, le fédéral défraie 16 2/3% des coûts de l'épuration, le Québec, 50%, et les municipalités 33 1/3%. C'est la politique générale qui prévaut. Quant aux déclarations qu'aurait pu faire le ministre de l'environnement dans le cas du bassin de la Yamaska, je le laisserai apporter des précisions.

M. Léger: Pour compléter la réponse du ministre des Affaires municipales, j'ajouterai ceci. Comme le sait très bien le député de D'Arcy-McGee, cinq bassins avaient été choisis, il y a quelques années, auxquels on devait apporter une attention particulière au niveau de l'épuration des eaux. Ces cinq bassins étaient le bassin de la Communauté urbaine de Montréal, celui de la CRO, celui de la région de Québec, celui de Laval et, finalement, celui de la Yamaska.

Dans le cas de la rivière Yamaska, les municipalités de cette région, se voyant dans des difficultés financières, n'avaient pas accepté de contribuer pour un tiers, tel que le préconise le projet. Cependant, l'OPDQ avait déjà dans son budget des sommes équivalant à environ 24% du coût de l'épuration des eaux de la Yamaska et ce à l'intérieur d'un programme général où on voyait la participation du ministère des Richesses naturelles, qui s'est occupé de bâtir un barrage à la hauteur de Waterloo, ainsi que d'autres ministères, dont je n'ai pas souvenir, avec la participation de chacun pour un plan d'aménagement général non seulement pour l'épuration des eaux, mais pour l'ensemble du territoire de la Yamaska. C'est justement à l'intérieur du budget déjà voté à l'OPDQ que nous avons pu trouver les sommes nécessaires pour permettre la dépollution de cette rivière qui est l'une des plus polluées du Québec.

Ceci n'est absolument pas un précédent ou un changement à la politique du gouvernement qui

ne peut, dans les programmes réguliers, que contribuer à 50%; les municipalités doivent contribuer pour le tiers. Cependant, nous trouvons actuellement impensable la proportion que s'est réservée le gouvernement fédéral dans l'assainissement des eaux puisqu'au Québec nous n'avons qu'environ 10% de nos eaux qui sont épurées alors que l'Ontario en a près de 90%.

Si cela s'est fait si rapidement au niveau de l'Ontario, ce n'est pas uniquement parce que le Québec s'est traîné les pieds; c'est aussi parce que les programmes qui ont été entrepris à Ottawa viennent, la plupart du temps, de projets du gouvernement de l'Ontario qui est très près du gouvernement d'Ottawa, qui est même le gouvernement choyé par excellence par le gouvernement d'Ottawa. Quand il a des projets particuliers, il en convainc le gouvernement fédéral qui immédiatement lance un projet national. Les autres provinces n'ont qu'à se préparer, après, à retirer leur part de bénéfices, alors que le gouvernement provincial de l'Ontario a déjà ses plans préparés, puisque c'est lui qui en a parlé, qui a déjà convaincu le gouvernement fédéral de le faire.

Alors, dans le domaine de l'épuration des eaux, je puis affirmer que nous avons un retard à compenser et que la bonne volonté du gouvernement fédéral vis-à-vis de l'Ontario devrait se retourner du côté du Québec afin d'augmenter la proportion de la participation financière d'Ottawa avec le gouvernement du Québec.

Le Président: M. le député de D'Arcy-McGee.

M. Goldbloom: Une question additionnelle, M. le Président. Je vous fais remarquer que le chef de l'Opposition officielle l'avait prévu au début de nos travaux sous ce nouveau gouvernement; c'est la faute au gouvernement fédéral, la rengaine, bon.

M. Léger: Sauf que vous ne l'aviez pas compris pendant que vous étiez là.

M. Goldbloom: Ma question additionnelle est assez simple, M. le Président. Comment le ministre de l'environnement ou le ministre des Affaires municipales vont-ils expliquer tout cela aux gens du bassin de la Richelieu, de la Saint-François, de la Chaudière et notamment aux gens de la Communauté urbaine de Montréal où le ministre de l'environnement remet, pour au moins trois années additionnelles, la réalisation de l'épuration?

M. Léger: M. le Président, je voudrais quand même rectifier une chose. Ce programme avait déjà été pensé et voté par l'ancien gouvernement qui n'avait pas eu le courage de le mettre en branle. Deuxièmement, M. le Président, nous sommes au niveau du ministère de l'environnement en train d'essayer de mettre sur pied toute une série d'ententes au niveau des autres régions du Québec pour que, par d'autres programmes, selon des ententes régionales, il y ait possibilité d'aider les municipalités qui ont des problèmes particuliers. Mais je pense qu'il y aurait une facilité beaucoup plus accrue, si le gouvernement fédéral

acceptait d'augmenter sa contribution au niveau de l'épuration des eaux, puisque le Québec est tellement en retard là-dedans qu'il est grand temps que ce qui est allé à l'Ontario revienne maintenant au Québec.

M. Garneau: Une question additionnelle.

Le Président: Une dernière question, M. le député de Jean-Talon.

M. Garneau: M. le Président, comment mettre en parallèle les déclarations du ministre responsable de l'environnement avec les réponses que nous donnait, hier ou avant-hier, le vice-président du Conseil du trésor? Nous avions, à la commission des engagements financiers, à approuver un contrat, une étude qui a été confiée à des ingénieurs pour refaire et revoir complètement le plan d'aménagement des eaux de la rivière Yamaska. Comment mettre en parallèle cette étude qui a été commandée par l'actuel gouvernement pour revoir tous les plans avec les propos qu'il nous tient aujourd'hui, maintenant qu'ils vont commencer à faire les travaux dans la rivière Yamaska?

M. Léger: M. le Président, je pense que la réponse est simple et cela me surprend que le député ne l'ait pas saisie.

M. Lavoie: Donnez-la si elle est simple.

M. Léger: Un plan d'étude et de recherche sur la rivière Yamaska, c'est une chose, mais, au niveau de l'épuration des eaux de la Yamaska, il y a six grandes municipalités qui actuellement ne traitent pas leurs eaux usées qui sont déversées directement dans la rivière Yamaska. Ces six municipalités sont Saint-Hyacinthe, Waterloo, Granby, Acton Vale, Farnham et Cowansville. Ces six municipalités, en traitant leurs eaux usées, vont collaborer à l'épuration de 70% de la rivière Yamaska.

Deuxièmement, ce programme va coûter environ \$88 millions et il y aura une deuxième phase, soit l'épuration des eaux des plus petites municipalités, qui correspond environ aux autres 30%. Il faut inclure là-dedans aussi le problème des eaux usées venant des industries qui sont situées tout le long de la rivière Yamaska.

M. Garneau: Une question de règlement, M. le Président, une question de règlement.

Le Président: M. le ministre, une question de règlement.

M. Léger: Est-ce une question de privilège ou une question de règlement?

M. Garneau: M. le Président, question de règlement, je n'ai pas demandé au ministre délégué à l'environnement de faire un discours. J'ai demandé comment interpréter l'étude qui a été, je pense que c'était environ \$60 000, passée aux engagements financiers...

M. Burns: Il était en train de vous le dire.

M. Garneau: Tout le programme a été remis en question. C'est ce que je veux savoir. Ce n'est pas un discours sur Farnham et Saint-Hyacinthe.

M. Léger: Je ne vois pas comment le député peut dire que tout est remis en question. Je veux simplement dire que ces programmes que je viens de mentionner, en ce qui me concerne, ont été votés, ils sont compris dans les crédits actuels et nous avons décidé de les mettre de l'avant. Si vous voyez des contradictions, essayez de vous éclairer parce que moi je ne peux le faire davantage.

M. Garneau: M. le Président, le but de l'étude, et j'invite le député...

Le Président: Fin de la période des questions.

M. Garneau: Quand il n'y a pas de réponse, vous mettez fin à la période des questions, c'est cela.

M. Brochu: M. le Président, je voudrais vous demander une directive à ce stade-ci, si vous permettez, pour vous rappeler tout d'abord que, pour la deuxième fois, j'ai eu à intervenir au cours des sept ou huit derniers jours pour souligner que l'Union Nationale, une fois de plus, n'a eu qu'une seule question principale, au cours de la présente période des questions, et seulement quelques brèves questions additionnelles.

Nous avons voulu nous conformer, par une bonne attitude, au règlement, nous lever sans faire de bruit et poser des questions brèves et précises, mais je m'aperçois maintenant qu'on est pénalisé par notre façon d'agir en voulant être respectueux des règlements.

M. le Président, je voulais vous souligner cette chose et vous demander qu'à l'avenir nous puissions être reconnus à juste titre. Merci, M. le Président.

Travaux parlementaires

M. Burns: M. le Président, avant de proposer l'ajournement de nos travaux à mardi 15 heures, je donne avis à la Chambre qu'au salon rouge, immédiatement...

M. Grenier: M. le président, je vois sortir le ministre de l'Agriculture et il avait dit qu'il avait une réponse à une question, avec son adjoint. Je me demande si c'est le temps.

M. Burns: Attendez à la semaine prochaine.

M. Grenier: J'aurais aimé l'avoir aujourd'hui.

M. Burns: M. le Président...

Travaux de construction à l'édifice A

M. Lavoie: En vertu de l'article 34, sur les tra-

vaux de l'Assemblée également, pourriez-vous nous donner, je pense que ma question s'adresserait un peu à vous, des explications sur les travaux qui doivent être entrepris le 15 juillet? Cela a été discuté dans notre équipe et on comprend mal que les travaux puissent se faire pendant l'étude du projet de loi no 1, pendant les auditions sur le projet de loi, d'après les derniers chiffres, nous avons au-delà de 150 mémoires. Quelle est la nature exacte des travaux que les Travaux publics désirent entreprendre dans la cour et qui empêcheraient la commission de l'éducation de siéger ici dans l'édifice A? Je pense que la question est assez importante et qu'on devrait avoir des explications publiques et précises.

M. Burns: M. le Président, avant que vous répondiez, j'ai une partie de la réponse, et je pense que la majeure partie de la réponse, c'est le président qui va vous la donner. Arrêtez donc, gang de maudits niaiseux!

Mme Lavoie-Roux: C'est pas joli, M. le leader!

Des voix: C'est pas poli!

M. Burns: M. le Président...

Le Président: M. le député de Jean-Talon, s'il vous plaît! Votre question est fort pertinente. J'ai déjà demandé au leader parlementaire du gouvernement de convoquer, la semaine prochaine, la sous-commission de l'Assemblée nationale qui sera chargée d'étudier cela, parallèlement au comité ad hoc qui a été formé, je pense, à partir du ministère des Travaux publics.

Vous serez donc renseignés puisque nous allons informer officiellement tous les parlementaires par le biais d'une sous-commission qui sera convoquée la semaine prochaine. Comme j'ai déjà informé les leaders parlementaires des travaux d'infrastructure qui devraient se dérouler, comme je leur ai déjà dit qu'il y avait possibilité d'utiliser une salle du complexe G, c'est cela que la sous-commission sera chargée d'étudier. Dès la semaine prochaine, il y aura une sous-commission là-dessus.

M. Lavoie: M. le Président, je dois vous dire immédiatement, en ce qui nous concerne, que nous ne sommes pas prêts à déménager de l'édifice A pour étudier le projet de loi no 1 au complexe G. Je crois qu'avant de considérer l'infrastructure physique il est important de considérer l'infrastructure culturelle du Québec. Ce doit être prioritaire sur les bâtisses.

Le Président: Le député de Verdun.

Tenue vestimentaire des députés

M. Caron: M. le Président, au début de la semaine, mardi, j'ai demandé une directive au sujet de la tenue vestimentaire des parlementaires dans cette Chambre. Naturellement, c'était votre adjoint qui était à votre siège. Je sais que vous êtes bien

occupé. Avez-vous une réponse à nous donner ce matin?

Le Président: M. le député de Verdun, j'avais convoqué à ce sujet une réunion des leaders parlementaires ainsi que MM. les députés de Rouyn-Noranda et de Beauce-Sud. Il y a eu rencontre. Les leaders, de même que les deux députés que j'ai mentionnés en sont arrivés à un consensus là-dessus. Ils devaient transmettre ce consensus dans les meilleurs délais à leur caucus respectif. La semaine prochaine, je verrai à faire appliquer une directive précise si le consensus n'est pas respecté.

M. Lavoie: Cela a été fait en ce qui nous concerne. J'ai transmis l'opinion à notre caucus.

M. Brochu: En ce qui nous concerne la directive a également été transmise. D'ailleurs à l'Union Nationale, je vous l'ai souligné, il n'y a jamais eu de problème de ce côté. Les députés se présentent en Chambre dans une bonne tenue avec la cravate et avec le veston pour respecter la tradition parlementaire et la nature de l'Assemblée nationale.

M. Samson: M. le Président...

Le Président: M. le député de Rimouski.

M. Samson: Je ne sais pas si — non, ce n'est pas une question de transmission à mon caucus, parce qu'il n'y a jamais de problème — j'ai mal interprété votre déclaration ou s'il y a eu quelque chose qui n'a pas fonctionné en cours de route, mais je ne me souviens pas avoir été convoqué à cette réunion.

Je me souviens de l'avoir été pour un autre genre de réunion où on discutait d'autre chose, mais pas sur ce sujet en particulier. S'il y a eu erreur, je m'en excuse, mais je ne connais aucunement la directive qui a été donnée.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda, il y a eu sûrement confusion puisque le député de Beauce-Sud était présent. Mais je pense qu'il y a eu un malentendu: il n'y a pas eu de directive. J'ai dit que nous étions parvenus à un consensus. M. le député de Rimouski.

M. Burns: M. le Président, sur ce point, je tiens à vous dire que j'ai également fait part aux députés du côté ministériel du consensus auquel en étaient arrivés les leaders parlementaires en votre présence.

Étude du projet de loi sur les handicapés

M. Marcoux: Ma question concerne le projet de loi no 9 qui a été déposé aujourd'hui. Je voudrais savoir si le ministre des Affaires sociales a l'intention de faire siéger la commission des affaires sociales avant l'adoption en deuxième lecture de ce projet de loi, c'est-à-dire une commission

parlementaire où il y aurait des audiences publiques.

Deuxième question. Il a parlé d'un groupe de travail qui se promènerait dans les différentes régions du Québec. J'aimerais savoir si les députés pourront participer aux séances que tiendra ce groupe de travail dans les différentes régions du Québec.

M. Lazure: M. le Président, la réponse à la deuxième partie de la question, c'est oui, les députés pourront participer et ils seront très bienvenus. Quant à la première partie de la question, il y aura certainement une commission parlementaire, probablement à l'automne. Nous avons l'intention d'aller recueillir les réactions de groupes de personnes handicapées un peu partout dans le territoire du Québec au cours de l'été de sorte qu'à l'automne nous pourrions, de façon plus formelle, en commission parlementaire, étudier les représentations écrites ou verbales que nous aurons recueillies au cours de l'été.

M. Grenier: M. le Président, sur cette question, le ministre a-t-il l'intention...

M. Burns: Ce n'est pas la période des questions, M. le Président...

M. Grenier: Oui, cela a l'air d'une période de questions, et cela a été commencé par le parti ministériel.

M. Burns: Ne recommencez pas la période des questions.

M. Grenier: Si on a accepté une question du député de Rimouski en regard du projet de loi no 9 déposé ce matin, est-ce qu'on peut savoir du ministre si, en même temps, il inclura l'étude sur le projet de loi no 10 dans sa tournée? Cela intéresse pas mal les régions, ce projet de loi.

M. Burns: Oui, d'accord? M. le Président, avant de proposer l'ajournement de nos travaux...

M. Paquette: En vertu de l'article 34...

Le Président: M. le député de Rosemont.

Télédiffusion des débats

M. Paquette: M. le Président, mardi, la commission parlementaire étudiant la loi no 1 va commencer à siéger. J'aimerais savoir où en sont les discussions sur les débats télévisés. Cela m'apparaît extrêmement important que les débats soient télévisés lors de cette commission. On n'a pas eu de rapport en Chambre là-dessus, M. le Président.

M. Burns: M. le Président, il faut faire contre mauvaise fortune bon cœur. Les membres de la sous-commission — je réponds au député de Rosemont — qui ont commencé à étudier cela, malheureusement n'ont pas pu en arriver à une

conclusion définitive. J'espère qu'on y arrivera avec la collaboration des autres membres de cette sous-commission, même si, mardi, les travaux commenceront sans être télévisés, parce qu'on n'est pas arrivé à cette entente, on n'est pas arrivé à un certain nombre de précisions qu'à bon droit, d'ailleurs, l'Opposition demandait là-dessus et qu'également les diffuseurs demandaient. Je pense qu'on devra poursuivre nos travaux et, si au cours de l'examen de ce problème, on arrive à un consensus qui est favorable à la télédiffusion des débats, chose que personnellement je souhaite, à ce moment on le mettra en application. Sauf qu'il est bien évident que, le vendredi 3 juin, il est impossible pour moi de vous dire que les séances à compter de mardi seront télédiffusées, parce que nous ne sommes pas arrivés à ce consensus que vous souhaitez, je pense, M. le Président. J'espère que cela répond à la question du député de Rosemont.

M. Lavoie: J'aimerais ajouter quelques mots sur la même question. Je dois dire que j'ai demandé, à la sous-commission, il y a au-delà de trois semaines, une opinion juridique, soit au leader parlementaire du gouvernement ou au président de l'Assemblée sur le problème de fond de l'immunité parlementaire non seulement des parlementaires, mais des diffuseurs et des témoins qui comparaitraient. Je n'ai pas et nous n'avons pas encore ce document qui est un document de base. Cette opinion juridique, nous ne l'avons pas. Par contre, je dois vous dire que je tiens moi-même une conférence de presse, ce matin, sur cette question. Je regrette — je remercie le député de Rosemont de sa question — mais à la suite de mes multiples demandes pour que cette commission siège pour l'obtention de ce document, cela n'a pas été obtenu. Si la télédiffusion n'a pas lieu...

M. Burns: Question de règlement.

M. Lavoie: ...c'est à cause du manque de planification du gouvernement dans ses travaux.

Horaire des travaux des commissions parlementaires

M. Burns: J'allais dire, avant ces questions que, immédiatement, au salon rouge, la commission parlementaire permanente de la justice se réunira à nouveau pour poursuivre l'examen des crédits du ministère de la Justice; qu'à la salle 81-A, la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales se réunira pour commencer l'examen des crédits de l'OPDQ, c'est-à-dire de l'Office de planification et de développement du Québec.

Je proposerai, par la suite, M. le Président, l'ajournement de nos travaux à mardi quinze heures, tel que je l'ai mentionné tout à l'heure.

Maintenant, mardi matin, je donne avis à la Chambre qu'au salon rouge, la commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications commencera l'examen des mémoires déposés par les parties intéressées et

les groupements intéressés, relativement au projet de loi no 1. Au salon rouge, à compter de dix heures. Également, à compter de dix heures, à la salle 81-A, la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales poursuivra l'examen des crédits de l'OPDQ, si ce n'est pas terminé. Si c'était terminé, on continuera d'autres parties qui relèvent d'un autre ministre que le ministre d'État à l'aménagement. Finalement, à la salle 91-A, toujours à dix heures mardi, nous poursuivrons l'examen des crédits du ministère de la Justice, à la commission permanente de la justice.

M. Levesque (Bonaventure): Nous avons une note ici, devant nous, que mardi le 7 juin à dix heures du matin, affaires intergouvernementales. Est-ce que cela veut dire que ce serait seulement si l'OPDQ est terminé?

M. Burns: Non. Je m'excuse, peut-être que je n'ai pas été assez clair là-dessus. Ce sont effectivement les affaires intergouvernementales qui commenceront mardi.

Maintenant, si jamais il restait une demi-heure de discussions, c'est la même commission relativement à l'OPDQ, et peut-être qu'on tenterait de passer cela dans une même séance. C'est effectivement pour commencer l'examen des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

M. Levesque (Bonaventure): Parce que je vois que vous avez le Conseil exécutif en soirée. Je me demandais si c'était cela que vous vouliez dire par OPDQ.

M. Burns: Non. En soirée, mardi, si on veut passer la journée de mardi telle que projetée, je ne vois pas de changement en vue, il y aurait, au salon rouge, comme je le mentionnais, le projet de loi no 1, à 81-A les affaires intergouvernementales, à 91-A, la justice. Même chose après la période de questions de l'après-midi, c'est-à-dire le projet de loi no 1, les affaires intergouvernementales et la justice, et le soir, le projet de loi no 1.

À la salle 81-A, nous aurions le premier ministre qui, au nom du Conseil exécutif, défendra les crédits du Conseil exécutif. D'accord? La commission de la justice, si elle n'est pas terminée, poursuivra ses travaux à la salle 91-A.

M. Grenier: Les Affaires sociales pourraient revenir au début de la semaine?

M. Burns: Non, au contraire. Je prévois que, si ce n'est pas terminé, le ministère des Affaires sociales pourrait poursuivre l'examen de ses crédits jeudi prochain.

M. Biron: Pourrais-je demander au leader du gouvernement de réviser sa position pour lundi? On sait...

Une voix: Mardi.

M. Biron: Pour mardi. On sait que le projet de loi no 1 est très important et, personnellement, je voulais aller aussi aux Affaires intergouvernementales et au Conseil exécutif. Ce sont des choses très importantes en même temps, la même journée.

M. Burns: Comme moi, je comprends qu'il n'est pas doué du don d'ubiquité, malheureusement. Il voudrait être présent à toutes ces commissions, ce qui est fort louable dans son cas, mais il ne faut quand même pas qu'on empêche la Chambre de poursuivre ses travaux à cause de cela. Je n'ai pas de changement projeté au programme que je vous ai soumis pour mardi.

M. Biron: Je voudrais insister un peu, surtout quant à l'ouverture des travaux de ces différentes commissions. L'ouverture est en même temps, à la même heure. Qu'on ait l'ouverture d'une commission le soir ou le lendemain matin, au moins quel-

ques heures; on peut donner certaines directives. Si elles ouvrent toutes en même temps, on ne peut pas être partout à la fois.

M. Burns: Mais je ne pourrai pas faire autre chose. Je m'excuse, je ne peux pas accéder à votre demande.

M. le Président, je propose l'ajournement de nos travaux à mardi, quinze heures.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Biron: C'est un nouveau style de bâillon?

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: Adopté.

L'Assemblée ajourne ses travaux à mardi, quinze heures.

(Fin de la séance à 11 h 23)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*